

# Le PLR s'unit derrière les accords avec l'UE

**ASSEMBLÉE** Les membres du parti ont rempli deux missions samedi à Berne: désigner leur nouvelle présidence et se positionner sur le paquet négocié avec Bruxelles. Les débats se sont avérés émotionnels et intenses

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

Une salle comble. Une centaine d'orateurs, dont le temps de parole a été limité à une minute chacun. Un président sortant en retrait. Thierry Burkart s'apprête, en ce samedi matin, à céder sa place à la présidence du PLR lors d'une des plus grandes assemblées des délégués que le parti ait connues depuis le lancement de la campagne pour les fédérales de 2023. Toutes les sections cantonales ont envoyé des représentants au stade du Wankdorf pour débattre des accords entre la Suisse et l'Union européenne.

Le lieu est plus coutumier des rencontres de football que des affrontements politiques. Mais ce terrain se révèle finalement très approprié: le match entre pro- et anti-accords avec l'Union européenne (UE) s'annonçait serré. La salle choisie offre une vue plongeante sur la pelouse du club des Young Boys. Mais les délégués n'auront pas pu assister à l'entraînement de fin de matinée, en prévision du match du lendemain contre Saint-Gall. Les footballeurs ne veulent pas d'observateurs indiscrets et ont confiné les libéraux-radicaux dans leur salle entre 11h et midi.

## Pas de double majorité

L'endroit a largement inspiré les discours et les références footballistiques ont été nombreuses. Damian Müller, conseiller aux Etats lucernois, a lancé la journée en rappelant que les membres du parti n'ont «pas tous la même position sur le terrain, mais j'espère que nous tirons tous au même but». L'allusion, en creux, à la division du parti sur les traités avec l'Union européenne (UE) est limpide. Les fronts sont connus. Des Romands convaincus d'un côté et des Alémaniques qui oscillent plutôt entre scepticisme et opposition franche. A la tribune, les cadors de la formation bourgeoise se sont succédé durant plus de deux heures. Au final, le vote est clair: 330 pour, 104 contre et 9 abstentions.

Mais les débats ont été intenses et émotionnels. Tiraillé entre europhilie et euroscepticisme, le PLR a fait de ses divisions un spectacle enflammé. Pour apaiser les voix les plus antagonistes, le parti a proposé un compromis: une double majorité - peuple et cantons - lors



REPORTAGE

Les nouveaux coprésidents du parti, Susanne Vincenz-Stauffacher et Benjamin Mühlmann (à droite), félicités par le sortant, Thierry Burkart, et applaudis par le conseiller fédéral Ignazio Cassis.  
(BERNE, 18 OCTOBRE 2025/PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)

F  
Die  
P

## «Cette décision a d'autant plus de poids qu'elle est le résultat d'une large consultation»

CYRIL AELLEN, VICE-PRÉSIDENT GENEVOIS DU PLR

de la votation populaire sur les accords. De quoi renforcer l'approbation de ces nouvelles bilatérales en cas de oui. Mais un jeu risqué pour les libéraux-radicaux: en cas de refus dans les urnes, en raison de la majorité des cantons, l'échec pourrait leur être imputé. Et le PLR, favorable à ces traités, aurait alors contribué à la victoire de son concurrent, l'UDC. Ce point a été très disputé durant l'après-midi. Mais là aussi, le résultat est limpide: le parti rejette un vote populaire à double majorité par 232 voix contre 189.

Le camp europhile a ouvert les feux. Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat genevoise, a rappelé qu'en Suisse, «nous ne vivons pas dans une bulle. Les nouveaux accords sont une question de survie. Ils sont d'autant plus importants que de nouvelles barrières commerciales se forment. Refuser ces traités signifierait un affaiblissement de notre prospérité, alors qu'ils ne menacent pas notre souveraineté. Au contraire, ils la renforcent. Ce paquet ne signifie pas une intégration à l'UE, mais il s'agit d'une alliance pragmatique et équilibrée. Je soutiens donc ces accords. Je

choisis l'ouverture plutôt que la peur et le repli.»

De son côté, Filippo Leutenegger, conseiller municipal zurichois, a représenté les eurosceptiques: «Il faut du courage pour dire non à ces contrats. Si nous sommes convaincus que les bilatérales sont importantes, nous pensons que la reprise automatique du droit européen n'est pas favorable à notre pays.» Christian Wasserfallen, conseiller national bernois, a insisté: «Dire non aux accords proposés ne représente pas un rejet des bilatérales I et II. Elles continueront à être appliquées. Mais je suis contre la proposition sur la table.»

## Un ministre convaincu

Une position largement minoritaire, qui satisfait le vice-président genevois du parti, Cyril Aellen: «Le soutien du PLR est clair et nous n'avons pas assisté à un Rösti-Grabben. Cette décision a d'autant plus de poids qu'elle est le résultat d'une large consultation où chacun a pu s'exprimer.»

Tout cela s'est déroulé sous le regard calme et parfois amusé du ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis. Sa collègue de gou-

vernement, Karin Keller-Sutter, est absente. Le décès de son frère a bouleversé son agenda. Un deuil qui la tient éloignée de toutes ses obligations. Au moment d'ouvrir les échanges, le Tessinois a exhorté son parti à se remémorer l'utilité et l'importance des bilatérales: «La Suisse a toujours été attentive à ses voisins. C'est naturel. Nous vivons au cœur de l'Europe, entourés de pays membres de l'Union européenne. Avec eux, nous commerçons, travaillons, étudions et échangeons notre culture. La qualité de ces relations a toujours été déterminante pour notre prospérité, notre sécurité et, au fond, pour notre qualité de vie.»

Le conseiller fédéral a également tenu à rappeler que «le monde se trouve à un tournant historique: les guerres, les blocs commerciaux et les rivalités entre grandes puissances redessinent nos certitudes. Dans cette phase de bouleversements mondiaux, la Suisse ne peut pas rester immobile. Notre force ne réside ni dans la puissance militaire ni dans le poids démographique, mais dans notre crédibilité, notre stabilité institutionnelle et la qualité de nos accords. Notre principal partenaire reste, de loin, l'UE: pour les seuls échanges de marchandises, cela représente 300 milliards de francs par an. Autrement dit, pendant les sept heures que nous passons ensemble ce samedi, des marchandises pour environ 250 millions de francs auront été échangées entre la Suisse et l'UE.»

Un marché intérieur qui est le plus grand du monde avec 450 millions d'habitants et 16000 milliards d'euros de richesse. «Pour une Suisse située au cœur du continent, rester à l'écart n'est pas une option», a encore ajouté Ignazio Cassis.

Ce débat réglé, les délégués ont pris congé de Thierry Burkart, qui a dirigé le parti durant quatre ans.

Une séquence émotion durant laquelle l'Argovien a salué le travail accompli et souhaité l'élection d'une coprésidence par «applaudissements». Une nouveauté pour le parti bourgeois. La coprésidence est pratiquée à gauche, mais n'a jamais été testée chez les libéraux-radicaux.

En lice, la Saint-Galloise Susanne Vincenz-Stauffacher et le Glaronais Benjamin Mühlmann. Seules quelques voix discordantes se sont prononcées contre ce choix et c'est sous les applaudissements appuyés de l'assemblée que le duo a pris ses fonctions.

## «Maintenant, il nous reste à gagner»

Leur mission est claire: mener le parti jusqu'aux fédérales de 2027 et «remporter des sièges supplémentaires», a relevé Susanne Vincenz-Stauffacher en août dernier dans les colonnes du *Temps*. L'enjeu est double: stopper la chute du parti et conserver ses deux conseillers fédéraux. En 2023, le PLR a enregistré le plus mauvais résultat de son histoire, avec 28 sièges sur 200 au Conseil national. Ce qui a durablement fragilisé Ignazio Cassis.

Dans leur discours d'investiture, les deux Alémaniques ont assuré être «prêts à porter haut les valeurs libérales» dans tous les domaines, mais ont placé la sécurité au centre de leurs priorités. Que ce soit en ce qui concerne les féminicides, les dérapages durant les manifestations et la montée des extrêmes dans le pays. Le Glaronais a ainsi affirmé que les coprésidents «iront porter un message partout: la haine envers la police et la violence contre l'ordre public ne doivent pas être tolérées».

Cyril Aellen s'est dit satisfait de ce choix: «Nous avons désormais deux personnes volontaires, dynamiques et complémentaires.» Avis partagé par Damien Cottier, conseiller national neuchâtelois et chef du groupe au parlement: «Je me réjouis beaucoup de travailler avec eux. Ils dégagent de l'enthousiasme et beaucoup d'énergie positive. Maintenant, il nous reste à gagner.» De son côté, Damian Müller a clos l'assemblée comme il avait commencé, avec une dernière allusion footballistique et un mot d'ordre: «Au PLR, la campagne pour les élections 2027 démarre aujourd'hui!» ■